

# BULLETIN D'INFORMATION

## LE CORPS LÉGISLATIF DE L'ÉTAT DE L'IDAHO DEMANDE LA DESTITUTION DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

Les membres du corps législatif de l'État américain de l'Idaho ont appelé à la destitution du président Joe Biden en raison de ses politiques concernant l'immigration illégale. Cet appel intervient après que 8 millions de personnes ont traversé la frontière entre les États-Unis et le Mexique, se répandant dans la plupart des États américains.

Le corps législatif de la ville avait précédemment demandé la destitution de Biden, citant la proposition d'immigration la plus forte jamais faite, selon la Résolution de la Chambre 2, concernant le maintien de la Loi sur les frontières sécurisées de 2023.

Le corps législatif a érigé un mémorial exprimant son opposition à l'immigration illégale. Un rapport a indiqué que les républicains de l'establishment se sont joints aux démocrates pour voter contre le seul mémorial sur l'immigration ayant un réel impact.

Le rapport a souligné que la première législation traitant directement de cette question était le Mémorial conjoint du Sénat 101 - Législature de l'État de l'Idaho, en 2023, qui visait à réchauffer le cœur des activistes de l'immigration.

Les estimations indiquent qu'en 2018, il y avait 11,4 millions de personnes aux États-Unis sans statut légal, les estimations actuelles suggérant que 2,4 millions travaillent dans l'agriculture. La grande majorité de ces individus ont des emplois, travaillent dur, paient des impôts et sont essentiels à la production économique des entreprises locales. De plus, il serait impraticable de détenir ou de déporter uniformément un groupe de personnes sans tenir compte de leur situation.



### L'OKLAHOMA SUIT LES TRACES DU TEXAS ET SE PRÉPARE À PRÉSENTER UN PROJET DE LOI CONCERNANT L'IMMIGRATION ILLÉGALE

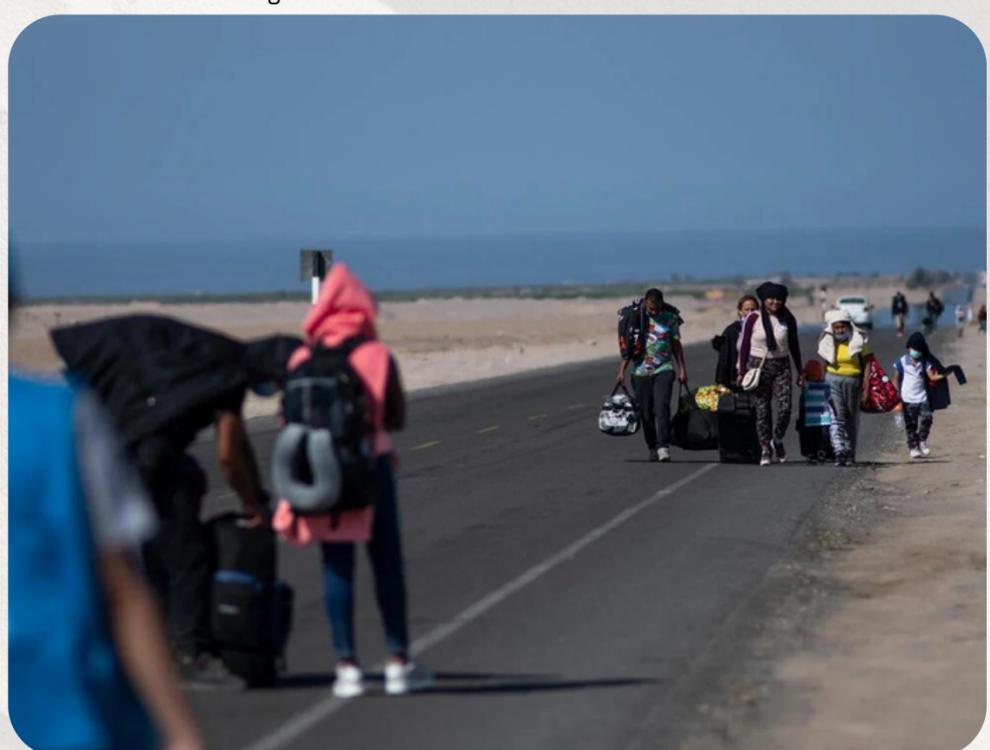
Malgré le rejet américain de la loi texane, qui considère les "immigrants illégaux" comme des contrevenants, l'État de l'Oklahoma a commencé à suivre le même chemin. Le gouverneur du Texas avait promulgué une loi accordant aux agents de la force publique locale le pouvoir d'arrêter et de déporter les immigrants illégaux suspects, ce qui a rencontré une opposition significative. La Cour fédérale américaine examine sa légalité, tandis que le gouvernement fédéral, le gouvernement mexicain et divers groupes de défense des droits civils ont contesté la loi, citant des arrêts de la Cour suprême des États-Unis indiquant que les États n'ont pas le pouvoir de faire respecter les lois sur l'immigration sauf autorisation du gouvernement fédéral.

Cependant, l'État de l'Oklahoma envisage actuellement d'introduire un projet de loi inspiré de la loi texane, permettant des actions contre les immigrants illégaux. Le chef de la Chambre des représentants de l'État a annoncé que le projet de loi serait finalisé dans une semaine, confirmant qu'il présenterait une législation basée sur l'approche du Texas. L'État est maintenant considéré comme un "État frontalier" en raison de la mise en œuvre inefficace par le gouvernement fédéral des lois sur l'immigration.

Les législateurs de l'Oklahoma ont travaillé sur la "reformulation" du langage de la loi texane pour garantir que toute loi adoptée en Oklahoma serait constitutionnelle. Les opposants à la loi texane estiment que l'État ne devrait pas avoir le pouvoir d'ordonner aux gens de quitter le pays. Ils expriment également des inquiétudes selon lesquelles cela pourrait nuire aux relations avec le Mexique, partenaire vital des États-Unis pour résoudre les problèmes de sécurité aux frontières. Les opposants font également valoir que le fait d'accorder aux agents locaux le pouvoir de détenir des immigrants illégaux suspects pourrait encourager le profilage racial.

Cependant, le chef de la Chambre des représentants déclare que les immigrants de l'État ne devraient pas se sentir menacés. L'Oklahoma vise simplement à intervenir là où le gouvernement fédéral a échoué à faire respecter les lois existantes. Ces projets de loi ne concernent pas seulement ce qui se passe à la frontière sud ; ils concernent également les gangs étrangers opérant en Oklahoma et s'engageant dans des activités illégales dans l'État.

Il a déclaré : "Nous voulons de l'immigration en Oklahoma, mais nous voulons de l'immigration légale. Nous devons assurer la sécurité de tous nos citoyens, et nous veillerons à ce que ceux qui sont immigrés dans ce pays et en Oklahoma légalement, et le processus qu'ils ont suivi, ne soient pas diminués par ceux qui veulent prendre des raccourcis et venir ici illégalement."



### TUNISIE : 31 TENTATIVES DE MIGRATION ILLÉGALE ONT ÉTÉ DÉJOUÉES



Les autorités tunisiennes ont annoncé avoir déjoué 31 tentatives de migration illégale, au cours desquelles 1335 migrants illégaux ont été sauvés de la noyade en mer Méditerranée. La Garde nationale tunisienne a déclaré dans un communiqué de presse que ses unités ont réussi à contrecarrer des dizaines de tentatives de migration illégale le long des côtes orientales du pays, près de l'Italie, notant que la majorité des individus secourus sont originaires de pays d'Afrique subsaharienne.

Dans un contexte connexe, les forces de sécurité de la province de Sfax, dans le sud du pays, ont arrêté huit organisateurs de voyages illégaux et saisi 14 bateaux en fer et 23 moteurs maritimes utilisés dans ces voyages.

Il convient de noter que les côtes tunisiennes et libyennes ont été le théâtre, depuis des années, d'un afflux massif de migrants illégaux cherchant à atteindre les côtes sud des pays de l'Union européenne. Ces opérations ont entraîné la noyade de milliers de personnes, selon les statistiques de l'Organisation internationale pour les migrations.

### Maroc : 8 migrants se noient lors de leur voyage vers l'Espagne



Huit migrants irréguliers sont décédés après le naufrage de leur bateau pneumatique au large de Nador, dans le nord du Maroc, alors qu'ils tentaient de traverser vers l'Espagne mercredi dernier.

Les autorités locales de la région de Nador ont déclaré que "huit personnes se sont noyées en mer Méditerranée en tentant une migration irrégulière", ajoutant que l'opération de recherche est en cours "pour retrouver d'autres éventuels disparus". Neuf personnes ont été secourues, et leur nationalité n'a pas été spécifiée.

Les autorités ont indiqué que les migrants étaient partis de la région de Beni Chiker dans la région de Nador à bord d'un bateau pneumatique, qui a chaviré en raison des conditions météorologiques défavorables, des vents forts et de la houle. Une enquête judiciaire est en cours "pour révéler toutes les circonstances et les détails entourant cet incident".

La côte nord du Maroc est un point de départ traditionnel pour les bateaux de migrants irréguliers se dirigeant vers le sud de l'Espagne, qu'ils soient Marocains ou originaires d'autres pays africains. Ces migrants tentent d'atteindre les îles Canaries dans l'océan Atlantique à travers des routes périlleuses à partir de la côte de l'Afrique de l'Ouest.

La Marine royale marocaine a annoncé avoir intercepté ou secouru des dizaines de migrants lors de différentes opérations en mer au sud du Maroc au cours de la période écoulée, interceptant environ 87 000 migrants irréguliers l'année dernière.

Pendant ce temps, l'Espagne a vu une augmentation du nombre de migrants irréguliers entrant dans le pays de 82,1 % l'année dernière par rapport à 2022, totalisant 56 852 individus.

## **APRÈS L'ARRIVÉE DE 600 MIGRANTS ILLÉGAUX, LE PRÉSIDENT CHYPRIOTE APPELLE L'UNION EUROPÉENNE À PRENDRE DES MESURES POUR RÉDUIRE L'AFFLUX DE MIGRANTS**

Le président chypriote, Nicos Anastasiades, a déclaré que la situation était devenue "extrêmement inquiétante" ces dernières semaines après l'arrivée de plus de 600 migrants irréguliers en provenance du Liban en seulement deux jours. Les migrants syriens ont quitté le Liban pour Chypre, fuyant la grave crise économique en cours dans le pays, en plus de conditions météorologiques favorables facilitant la navigation en Méditerranée.

Après sa rencontre avec la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, le président chypriote a déclaré : "Je comprends parfaitement les défis auxquels le Liban est confronté, mais exporter des migrants vers Chypre ne devrait pas être la solution et ne peut pas être accepté."

Il a ajouté que le Liban ne devrait pas "exporter" son problème de migration. Il a mentionné avoir eu une conversation téléphonique avec le Premier ministre par intérim du Liban, Najib Mikati, à ce sujet. Le ministre de l'Intérieur, Constantinos Ioannou, a déclaré : "La situation se détériore progressivement, car nous avons constaté un afflux de bateaux de fortune et de réfugiés risquant leur vie," confirmant que les passeurs "ne leur donnent qu'une boussole réglée à 285 degrés, de la nourriture et de l'eau pour une journée, puis ils partent."

Ioannou a souligné que "tous les indicateurs suggèrent que le flux de migrants va se poursuivre", mais il s'aggrave en raison du manque d'attention des autorités libanaises pour stopper la migration depuis ses côtes ces derniers mois, en raison de l'escalade à la frontière libano-israélienne. Ioannou a déclaré que Chypre souhaite également que l'aide de l'UE au Liban soit conditionnée à l'arrêt du flux de migrants.

Chypre n'est qu'à 160 kilomètres du Liban, et environ 2 004 migrants sont arrivés à Chypre par la mer au cours des trois premiers mois de cette année, contre seulement 78 à la même période en 2023, selon des données officielles. Des entretiens avec des réfugiés ont révélé que les passeurs facturent 3 000 dollars pour le voyage d'une seule personne à Chypre, contre 7 000 dollars pour l'Italie.

Chypre demande que l'Union européenne considère la Syrie comme un pays sûr afin que les migrants syriens puissent y être renvoyés.



## **UN ANCIEN RESPONSABLE ALGÉRIEN MET EN GARDE CONTRE LE "PLAN KHALERGI"**

Un ancien responsable du ministère de l'Intérieur algérien a mis en garde contre un plan destructeur appelé "Khalergi", visant à transférer des migrants africains dans son pays pour faire de la population indigène une minorité, similaire à ce qui s'est passé dans le sud de la Libye.

Expert en sécurité et spécialiste de la migration en Algérie, Hassan Qasimi, dans un post sur Facebook intitulé "Niger : Royaume du trafic de migrants et de la traite des êtres humains", a révélé que les autorités nigériennes ont intentionnellement transformé la ville d'Agadez en un hub de migration, à travers lequel plus de 500 000 migrants passent chaque année pour se rendre en Libye, en Algérie et en Tunisie.

Le responsable algérien a révélé un plan appelé "Khalergi", qui vise à transférer huit millions de migrants du Sahel vers l'Algérie. Il a déclaré que ce plan vise à "faire de l'Algérie un refuge pour de nouvelles races du Sahel, rendant la population du sud du pays minoritaire, où, comme cela s'est produit au Soudan, en Libye et au Mali, il y aura des conflits raciaux et ethniques sanglants."

Il a rappelé que les autorités de transition au Niger ont abrogé une loi en 2015 criminalisant le trafic de migrants, considérant "cette action comme une violation de la Convention internationale de Palerme de 2000, y compris ses protocoles supplémentaires de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains."

Il a ajouté que ces mesures illégales visent également l'Europe en augmentant le nombre de migrants se dirigeant vers l'Italie via la Tunisie et la Libye. Il a souligné que le plus dangereux est que le Niger organise avec des réseaux de passeurs le processus de direction et d'accompagnement des migrants des pays du Sahel et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest vers l'Algérie, la Libye, la Tunisie et l'Europe.

Les revenus des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains en Afrique dépassent un milliard de dollars par an, expliquant l'alliance tactique entre les groupes armés, les organisations terroristes, les réseaux de trafic d'armes et de drogue, les travailleurs des mines, les toxicomanes et certaines autorités influentes des pays du Sahel derrière ce commerce.

L'Organisation internationale pour les migrations a observé une augmentation de 50 % des nouvelles vagues de migration du Niger vers les territoires libyens depuis décembre dernier, directement suite à l'abrogation par le conseil militaire à Niamey de la loi criminalisant le trafic de personnes à travers les frontières.

## **CRISE ENTRE LE NIGER ET L'ALGÉRIE EN RAISON DE "L'EXPULSION DES IMMIGRÉS"**



Le ministère des Affaires étrangères du Niger a convoqué l'ambassadeur algérien pour lui faire part de sa protestation contre ce qu'il a décrit comme la manière inappropriée dont les autorités algériennes ont traité leurs citoyens lors de l'expulsion des migrants illégaux ces dernières semaines.

Les relations entre le Niger et l'Algérie sont tendues depuis juillet 2023, après que l'Algérie a condamné le coup d'État militaire contre le président du Nigeria. L'Algérie a tenté de médier dans la crise, proposant une période de transition de six mois.

Malgré l'affirmation du président algérien selon laquelle l'Algérie ne cherche pas à s'imposer aux pays voisins, en particulier le Niger et le Mali, et est prête à les aider à trouver des solutions aux crises économiques, sécuritaires et politiques.

À Niamey, au Niger, le ministre des Affaires étrangères algérien a été convoqué pour informer les autorités algériennes des circonstances de l'expulsion des migrants nigériens ces dernières semaines depuis Tamanrasset, la ville la plus méridionale de l'Algérie, dans des conditions jugées inappropriées, affectant la dignité et la sécurité des citoyens nigériens. Cependant, il n'y a pas eu de réponse officielle des autorités algériennes.

Bien qu'il y ait des migrants non documentés en Algérie, il n'existe pas de statistiques spécifiques sur le nombre de migrants africains. Cependant, les estimations des organisations non gouvernementales indiquent qu'il y a plus de cent mille migrants non documentés, notamment dans les grandes villes du nord du pays telles que Oran, Annaba, Constantine, Sétif, Blida et Alger.

Les autorités algériennes ont noté que le nombre de migrants entrant par les frontières sud avec le Niger, le Mali, la Libye et la Mauritanie dépasse dix mille par mois.

Les deux gouvernements ont signé un accord spécial en 2014 pour lutter contre la migration illégale. L'Algérie a rejeté les sanctions de la CEDEAO contre le Niger et condamné les interventions non africaines dans les crises de la région désertique sahélienne.

## **La Russie a expulsé 100 migrants depuis le début de l'année**

Les autorités russes de l'oblast de Smolensk, à la frontière avec la Biélorussie, ont expulsé plus de 100 migrants irréguliers du Maroc, de l'Inde, du Pakistan et d'autres pays vers leur pays d'origine en raison de leur violation des lois sur l'immigration en Fédération de Russie.

Le département de l'immigration et de l'asile de la région russe a déclaré que les personnes expulsées avaient été reconnues coupables de violation des règles régissant le séjour sur le territoire russe et condamnées à l'expulsion forcée vers leur pays d'origine. Il a souligné que les autorités avaient engagé des procédures d'expulsion supervisées par des agents des services frontaliers aux points de contrôle frontaliers de la région.

Les mêmes sources précisent que les migrants irréguliers expulsés feront l'objet de poursuites pénales devant la justice russe s'ils tentent de rentrer illégalement sur le territoire russe et en dehors des réglementations établies à cet égard.

Il convient de noter que la récente attaque terroriste visant un music-hall dans la capitale Moscou, revendiquée par l'organisation ISIS Khorasan, a relancé les débats au sein du parlement russe sur la nécessité de modifier les règles d'immigration et le mouvement syndical en Russie. Le Kremlin avait précédemment déclaré que Moscou reconsidérerait ses systèmes d'immigration après les avertissements de l'Église orthodoxe du pays concernant ce qu'il a qualifié de

« menaces pour l'identité de l'État russe ».



## **LA SUISSE COMBAT L'IMMIGRATION ILLÉGALE AVEC UNE "INITIATIVE DU PARTI" VISANT À LIMITER LE NOMBRE D'IMMIGRANTS**

Le Parti populaire suisse a soumis 114 600 signatures à la Chancellerie fédérale à Berne, appelant à l'ajout d'une nouvelle disposition concernant le "développement démographique durable" à la Constitution fédérale.

Les signatures ont été recueillies pour une initiative visant à lutter contre l'immigration en Suisse. Selon l'initiative, la population résidant de manière permanente dans le pays ne devrait pas dépasser dix millions d'habitants d'ici 2050. Sinon, le gouvernement serait tenu de la limiter en fonction du taux de natalité. Si la population atteint 9,5 millions avant 2050, le gouvernement fédéral et le parlement devraient prendre des mesures en conséquence.

La proposition du parti stipule également que si la population dépasse dix millions, les personnes temporairement acceptées ne pourraient pas obtenir de permis de séjour permanent. Des restrictions seraient également imposées à la réunification familiale, et la renégociation des accords internationaux contenant des exceptions ou des protections serait nécessaire. Si tout cela n'est pas suffisant, l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne devrait être résilié.

Selon une déclaration du parti, le fort soutien à cette initiative "démontre la demande urgente de la population pour une immigration durable et gérée de manière indépendante en Suisse."

Marcel Dettling, le nouveau président du parti qui a remplacé Marco Chiesa, a confirmé que l'initiative du Parti populaire suisse montre "comment l'immigration peut être gérée de manière indépendante" et a expliqué : "Aujourd'hui, de nombreux étrangers, y compris ceux indésirables, viennent en Suisse. Nous voulons une immigration contrôlée qui bénéficie à notre pays et à ses habitants."



### **EN RAISON DE LA VIOLENCE LORS DES EXPULSIONS, 150 IMMIGRANTS ONT MANIFESTÉ À PARIS**

Environ 150 personnes ont passé leur nuit devant l'hôtel de ville du quatrième arrondissement de la capitale française, Paris, sans tentes ni protection contre le temps pluvieux. Des dizaines de familles avec de jeunes enfants ont passé la nuit à l'extérieur devant l'hôtel de ville de Paris, dans une initiative soutenue par des associations locales, qui ont condamné l'incapacité de l'État à fournir des solutions de logement aux immigrants épuisés.

L'association "Utopia 56" déclare que ces familles ne veulent plus se cacher car elles sont épuisées, tandis que l'État reste silencieux. Parmi ces familles, il y a environ 20 mineurs non accompagnés, dont des nourrissons âgés de trois mois à peine, et sept autres qui n'ont pas encore atteint leur premier anniversaire, ainsi que 16 enfants de moins de trois ans.

Des militants de l'association ont passé la nuit avec les familles et ont publié des tweets accompagnés de photos montrant des familles allongées sur le sol, commentant : "Il pleut, et il y a plus de 50 enfants ici, y compris ceux qui iront à l'école demain."

Fatima, une enfant, a déclaré qu'elle ne pouvait pas aller à l'école et avait dû manquer les cours pendant deux jours, tandis que sa petite sœur a passé la nuit à pleurer sans discontinuer.

Les familles protestent car elles n'ont pas pu obtenir de logement. Parmi elles, on trouve des nouveaux arrivants, des réfugiés, des personnes sans papiers de résidence et des demandeurs d'asile dont les empreintes digitales sont enregistrées dans d'autres pays européens.

L'association indique que ces familles séjournaient dans un abri du 20e arrondissement, obtenu par le biais d'une société immobilière pendant trois mois jusqu'à sa fermeture hier matin.

L'association considérait l'emplacement temporaire comme "une réponse pratique et civile à la violence de rue, permettant à des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants de se sentir moins craintifs, moins froids et moins seuls." Cependant, après sa fermeture, des solutions pour ces familles n'ont pas pu être obtenues, car les associations distribuent généralement les familles dans le cadre de l'initiative "logement solidaire", qui accueille les citoyens des familles dans le besoin pour combler le vide.

Au cours des trois derniers mois, la police française a démantelé quatre camps dans la région parisienne, le dernier le 20 mars, ciblant un camp abritant environ 150 mineurs migrants non accompagnés sans fournir de solutions, selon les associations. Cependant, les autorités ont justifié cela en affirmant qu'il s'agissait de maintenir la sécurité.

Avec les Jeux olympiques à venir en juillet, les militants mettent en garde contre l'impact de l'organisation de l'événement sportif sur la capitale, critiquant les politiques poursuivies par les autorités françaises, qu'ils estiment entraîner "l'exclusion sociale et le mauvais traitement des personnes dans la rue."

La police française a utilisé du gaz lacrymogène la semaine dernière pour disperser un camp de migrants dans le nord de Paris, tandis qu'un rapport publié par plusieurs associations en novembre 2023 a révélé les violences verbales et physiques auxquelles sont confrontés les migrants lors des expulsions de leurs camps. Depuis 2015, les associations ont documenté 448 signalements de violences policières, dont 88 % ont résulté d'"expulsions et de dispersion de migrants dans les lieux publics".



### **LORS D'UN SYMPOSIUM SUR L'IMMIGRATION ILLÉGALE : L'ÉGYPTE EST UN PAYS DE RÉCEPTION ET D'EXPORTATION DE L'IMMIGRATION**



Le Centre médiatique d'Alexandrie-Est a organisé un événement intitulé "Les efforts de l'État dans la lutte contre la traite des êtres humains... La migration irrégulière comme modèle." Les participants ont souligné que l'Égypte souffre de la migration irrégulière à plusieurs niveaux, étant à la fois un pays de destination pour un grand nombre de migrants irréguliers et un point de transit pour de nombreux migrants irréguliers se dirigeant vers les pays européens.

Cela est survenu lors des activités de la campagne lancée par le Secteur interne des médias à l'Autorité générale pour l'information, visant à aborder le grave problème de la migration irrégulière et à sensibiliser à l'importance de promouvoir une culture d'appartenance et de citoyenneté, ainsi qu'à sensibiliser aux risques sociaux, sanitaires, psychologiques et juridiques de l'aggravation du phénomène de la traite des êtres humains et de la migration irrégulière.

Le Dr Ehab Abdelkhalek, professeur à l'Institut supérieur du service social de l'Université d'Alexandrie, a déclaré que l'État égyptien, avec toutes ses institutions et sa direction politique, se concentre sur le phénomène de la migration irrégulière en raison de ses effets négatifs graves sur tous les secteurs de l'État.

Il a discuté de la définition de la migration irrégulière par l'organisation des Nations unies et de la manière dont l'organisation internationale la considère comme un crime organisé transcendant les frontières. Il a également mentionné les différentes raisons de la migration irrégulière, notamment les facteurs sociaux, politiques et économiques, ainsi que le manque d'opportunités d'emploi, le rêve de richesse rapide, l'augmentation des sentiments de frustration et l'aliénation interne parmi les jeunes.

Il a également parlé des formes de sensibilisation politique, religieuse et économique, et des dangers de l'absence de sensibilisation conduisant au déclin du goût public, à la prévalence de l'indifférence, à la baisse des valeurs morales, à l'absence d'intérêt national, à la menace pour la sécurité nationale, au manque de confiance et à l'absence de citoyenneté.

## **Al-Ghali: La migration clandestine est l'une des crises les plus urgentes auxquelles sont confrontés les pays du Maghreb arabe**

Le Dr Mohammed Al-Ghali, professeur de sciences politiques, a déclaré que la migration illégale est l'une des crises les plus pressantes auxquelles sont confrontés les pays du Maghreb arabe. Al-Ghali a affirmé que la raison de l'augmentation de la migration illégale est l'instabilité dans ces pays. Il a mentionné qu'en 2023, 1300 migrants illégaux se sont noyés au large des côtes tunisiennes, indiquant que le Maroc a contrecarré 400 000 tentatives de migration illégale. De plus, il a ajouté que l'armée algérienne a appréhendé 1551 migrants illégaux en une semaine, ce qui représente un danger pour la sécurité algérienne et des pays du Maghreb dans leur ensemble.

